

Paris, le 23 février 2023

Les Maires des Petites Villes en soutien à leur collègue Romain Colas, Vice-président de l'APVF, menacé de mort

L'Association des Petites Villes de France (APVF) que préside Christophe Bouillon, ancien député de Seine Maritime et Maire de Barentin, et dont le Président délégué est Loïc Hervé, Sénateur de Haute-Savoie, **tient à faire part du soutien et de la solidarité des Maires des Petites Villes à Romain Colas, Maire de Boussy-Saint-Antoine (91) et Vice-président de l'APVF, menacé de mort dans sa commune.**

Une nouvelle fois un Maire est menacé. La recrudescence des menaces, des agressions et des incivilités envers les Maires est particulièrement inquiétante depuis plusieurs années. Elle touche particulièrement les Maires des petites villes et des communes rurales c'est-à-dire ceux qui sont à « portée d'engueulade » et à proximité de leurs concitoyens.

De fait, en 2022, les outrages, menaces et violences physiques contre les élus municipaux ont augmenté d'environ 15 % et ce sont près de 1500 agressions envers des élus qui ont été enregistrées l'an dernier. La banalisation de cette violence contre les élus locaux atteste de la profondeur de la crise démocratique que nous vivons. C'est l'idée même du concept de représentation qui est désormais presque quotidiennement contestée et attaquée.

Comme elle a eu l'occasion de le dire à de nombreuses reprises et encore récemment dans la résolution finale adoptée lors des dernières Assises de Dinan en septembre 2022, l'APVF demande à nouveau que soit ordonné aux procureurs d'**ouvrir systématiquement une enquête** lorsque les Maires portent plainte dans le cadre de leurs fonction avec une **application rigoureuse** des peines encourues.

L'APVF salue l'adoption de la loi du 24 janvier 2023 qui élargit les possibilités pour les assemblées et associations d'élus de se constituer partie civile pour soutenir pleinement, au pénal, une personne investie d'un mandat électif public victime d'agression. Elle n'hésitera pas à se saisir de ce nouvel outil juridique.

Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.

